

RETRAITÉS : ARRÊTONS LES MENSONGES !

- **SUR FRANCE 2** un « expert » vient de démontrer que le pouvoir d'achat des retraités évolue mieux que celui des actifs, que la moyenne des retraites est supérieure au revenu des actifs - parce qu'ils ont un patrimoine, leur logement notamment ! Cet « expert » oublie de préciser que la moyenne prend en compte la retraite la plus faible comme la plus élevée, celle de 1000 euros comme celle d'un patron du CAC40 à 47 500 euros...
- **L'INFLATION OFFICIELLE** serait de 0,1 % voire nulle. En quoi consiste l'indice INSEE, qui ne prend notamment pas en compte l'augmentation des taxes, des complémentaires santé ? On se rend bien compte, au marché, que les produits de première nécessité ont sensiblement augmenté. Or, si l'inflation officielle est négative, ou simplement nulle, les retraites complémentaires risquent d'être, non seulement encore figées, mais diminuées, suite à un accord signé par CFDT, CFTC et FO...
- **HEUREUSEMENT, « LE CHÔMAGE VA BAISSER »...** en 2016 ou 2017, grâce aux cadeaux faits aux entreprises. De qui se moque-t-on ? Prenons un simple exemple, celui de Sanofi, qui empoche le Crédit Impôt Recherche et supprime des centres de recherche, licencie des chercheurs... et distribue l'argent à ses actionnaires ! Mais laisse la recherche fondamentale, coûteuse, aux bons soins du public pour ne se charger que de la recherche appliquée, rentable.
- **ENCORE UN MENSONGE**, des plus insidieux, dû à la fois à Hollande et à Sarkozy, qui veulent faire croire, chacun à sa façon, que le programme du Front national a un contenu de gauche, voire d'extrême-gauche, histoire d'en-

core plus brouiller les cartes et tirer vers les Le Pen les électeurs désespérés ou perdus. Nombreux sont, en effet, les retraités qui ont voté pour le président actuel, se fiant aux engagements qu'il avait pris, la main sur le cœur, et qu'il a trahis et continue de trahir en répondant à toutes les demandes du MEDEF, essayant de nous faire croire que c'est dans notre intérêt. Nous le savons depuis longtemps, ce qui plait au MEDEF n'est pas bon pour nous, que nous soyons actifs ou retraités !

LE 9 AVRIL, nous étions nombreux dans les rues à exiger la fin de l'austérité, une autre politique. En France, comme partout en Europe, il faut changer de société, arrêter de rémunérer des actionnaires, de casser l'industrie, cesser de porter la guerre partout dans le monde pour soutenir les intérêts des multinationales. Aux populations martyrisées qui viennent mourir à nos portes, donnons l'accès à l'eau, à l'électricité, à la paix. Dans ces pays comme en Europe, rendons leurs terres aux paysans pour qu'ils cultivent leurs produits pour eux-mêmes, mettons l'éducation au centre des formations pour lutter contre les obscurantismes et l'omniprésence des religieux de toutes confessions.

LES RETRAITÉS SONT, AUJOURD'HUI, 15 MILLIONS EN FRANCE !

- ☛ *Ils pourraient représenter une force considérable,*
- ☛ *Ils pourraient changer de société, pour eux mais surtout pour tous ces jeunes sans avenir et sans perspectives à qui ils pourraient redonner l'espoir.*

QU'ATTENDONS-NOUS POUR NOUS METTRE EN MARCHÉ ?

Sommaire

1. L'édito
2. L'Action
3. L'Information
4. L'orga, le Point/La vie des sections.

○ GRÈVES ET MANIFESTATIONS...

LE 9 AVRIL : beaucoup de sites en grève contrairement au discours officiel (les grèves étaient inexistantes), notamment, pour les syndicats de la FNIC : Michelin Clermont, Rio Tinto Dunkerque, Trimet St Jean de Maurienne, Planet Wattohm, Manifestations dans beaucoup de villes, et, avec 130 000 à Paris, l'objectif de 100 000 a été dépassé. Les retraités étaient nombreux dans les cortèges, comme aussi beaucoup de jeunes.

○ **EN EUROPE,** qu'il s'agisse de l'Allemagne, du Portugal, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie, entre autres, les salariés n'acceptent plus l'austérité et agissent, dans un silence assourdissant des médias !

A quand une grande action européenne concertée, tous ensemble ?

○ **GRÈVE À RADIO FRANCE :** soutenus par les auditeurs qui sont majoritairement restés fidèles à la station, les salariés ont tenu bon.

○ **LE 30 MAI,** Montée au Mur des Fédérés : chaque année, au Père-Lachaise à Paris, devant le mur des Fusillés, est célébrée la Commune de Paris, révolution ouvrière soutenue par des artisans, des artistes et des



intellectuels. En quelques semaines, de mars à mai 1871, le peuple de Paris a construit un programme de gouvernement tellement progressiste que certaines de ses dispositions ne sont toujours pas mises en vigueur. Drapeaux rouges et *Le Temps des Cerises* sont de rigueur pour rappeler le magnifique espoir de la Commune ainsi que la répression brutale du gouvernement de Thiers durant notamment la Semaine Sanglante qui fit des milliers de morts.

Le 30 mai, la FNIC sera représentée.

LES BOURSES DU TRAVAIL : CERTAINS VEULENT LES FERMER, N'EN SOYONS PAS ÉTONNÉS ! VOICI LEUR HISTOIRE :

Au 15ème siècle, avec l'apparition de l'industrie, la classe ouvrière ne cesse de progresser et cherche à s'organiser pour résister à l'exploitation et aux conditions de travail insupportables. Les premières bourses apparaissent en 1884, d'abord bureaux de placement des ouvriers, assuré par les syndicats. La Fédération des Bourses du Travail est fondée en 1892 et est un des fondements du mouvement syndical, organisant les travailleurs syndiqués dans les territoires. Elles donneront naissance aux confédérations que nous connaissons aujourd'hui. Au fil des années, elles sont devenues et demeurent le terreau des solidarités, des convergences et des intérêts communs des salariés quel que soit le métier, public ou privé, syndiqué ou non syndiqué.

A l'heure de la destruction du droit du travail, les Bourses du Travail restent des outils structurés du monde social et font partie intégrante du paysage de notre pays.

C'est pourquoi plusieurs Maires de droite, sous divers prétextes, veulent les fermer. Certains en ont déjà vendu les bâtiments.

Ne laissons pas faire, défendons ce que nos Anciens ont obtenu par la lutte !



PRÉPARATION DU 51ÈME CONGRÈS CONFÉDÉRAL (MARSEILLE – 18/22 AVRIL 2016)

Un congrès confédéral est un moment important dans la vie de notre organisation et le 51ème est d'autant plus important que nous avons

besoin de réaffirmer que notre organisation est un syndicat de lutte. Il ne pourra être réussi que si la préparation en est travaillée avec les syndicats, bien en amont.

C'est pour cela que la Fédération a décidé de s'inscrire pleinement dans le cadre du plan de visite confédéral de 2000 syndicats, en ciblant plus de 100 syndicats de nos champs professionnels. Parmi ces syndicats, des sections de retraités.

Ces visites de syndicats ont pour but de lancer les débats nécessaires, sur les thèmes suivants :

- **le processus de construction des luttes,**
- **le rapport avec les autres organisations syndicales, la relation avec les politiques et les associations,**
- **la place dans le syndicalisme international et européen,**
- **notre démocratie interne.**

L'idée première étant bien de rencontrer au maximum les syndiqués, et pas uniquement un ou deux responsables du syndicat.

**NOUS AVONS PRÉSENTÉ ICI LSR ET INDECOSA, « OUTILS » DE LA CGT,
CRÉÉS PAR LA CGT, AINSI QUE L'ANCAV-TT.**

VOICI UN AUTRE DE SES PARTENAIRES L'AVENIR SOCIAL.

○ **L'Avenir social** fut créé en 1906 à l'initiative d'une institutrice, Madeleine Vernet, convaincue que l'éducation était un atout majeur de l'émancipation. C'est une époque féconde où le mouvement ouvrier se dote de mutuelles, coopératives et associations. Depuis 1895, les travailleurs s'organisent dans la CGT.

Madeleine Vernet concentrera ses actions auprès d'enfants : de mineurs, de parents victimes de la répression syndicale. Elle mènera un combat pour l'émancipation de la classe ouvrière et pour que ces pupilles acquièrent les clés d'une réflexion autonome et responsable. L'association accueillera des enfants de républicains espagnols et d'antifascistes italiens et deviendra la Maison des Enfants de fusillés et déportés après la seconde guerre mondiale. Des adhérents, les plus anciens de la CGT, se souviennent du timbre Le Nid qu'ils apposaient sur leur carte syndicale : cette cotisation était destinée à L'Avenir social pour le financement de l'orphelinat.

Après une période de sommeil de l'association, la direction de L'Avenir social et le Bureau confédéral de la CGT décident de relancer son activité d'outil et chaînon de solidarité de la CGT.

Proche des salariés, en activité ou privés d'emploi, et des retraités, L'Avenir social s'inscrit dans la complémentarité de l'action de la CGT. En lien avec ses organisations, L'Avenir social développe des projets pour le respect concret des droits fondamentaux et toujours à partir des besoins exprimés.

Aujourd'hui, en écho aux 120 ans de la CGT, nos actions en France sont encore destinées à

l'enfance, en particulier aux enfants dont les parents sont privés d'emploi, pour leur permettre l'accès aux soins, à la culture, au sport et aux loisirs.

L'Avenir social œuvre pour l'accès aux vacances des travailleurs privés d'emploi ou précaires et leurs familles. Cette action est réalisée grâce à nos partenaires tels que l'Ancav-TT et la CCAS. Ensemble, nous partageons le refus de l'exclusion et une volonté commune d'émancipation et contre la stigmatisation.

Dans le monde, nous agissons actuellement :

En Haïti, pour la scolarisation d'enfants, avec la distribution d'un repas quotidien, et l'élaboration de formations syndicales avec la CGT-Haïti ;

Au Bangladesh et en Turquie, pour l'aide aux familles et pour la formation à la sécurité au travail ;

En Palestine, en participant avec le syndicat PGFTU au soutien du peuple palestinien ;

Au Sénégal, pour la création de classes d'alphabétisation, en milieu rural et en langue locale. Des femmes, après leur apprentissage, grâce à leur volonté et leur réussite, s'organisent et développent des activités artisanales leur garantissant des revenus et l'accès à une nouvelle autonomie.

Les fonds pour ces projets proviennent essentiellement des organisations de la CGT, de ses adhérents, ainsi que de donateurs.

Contribuons ensemble à construire une société plus juste et solidaire ! Pour adhérer à L'Avenir social, pour contribuer à ses projets, retrouvez-nous sur www.avenirsocial.org ou au ☎ 01 55 82 84 23 ou contact@avenirsocial.org.



Dernière minute : L'Avenir Social organise la solidarité avec les organisations syndicales du Népal, suite au cataclysme qui a touché ce pays. Les dons peuvent être envoyés à L'Avenir social - CGT - case 419 - 93514 Montreuil (Préciser Solidarité Népal)

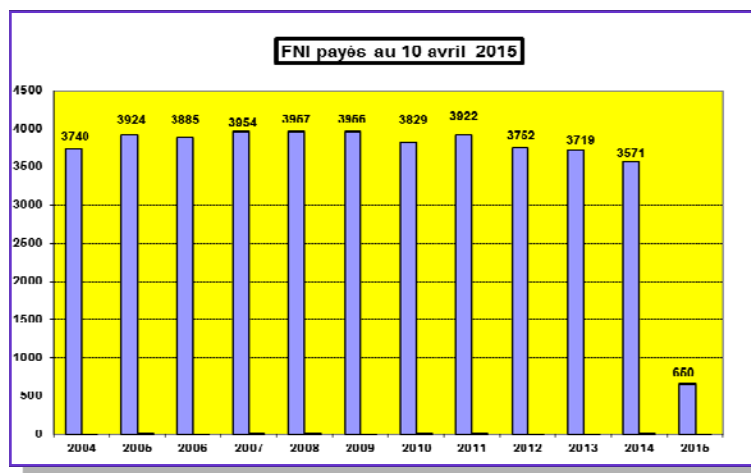
L'AGENDA

- 15 JUIN, CONSEIL NATIONAL DE L'UFR
- 24, 25, 26 JUIN, COLLOQUE INTERNATIONAL PÉTROLE ET CHIMIE, À MONTREUIL

LE CONSTAT EST SANS APPEL, pour notre UFR comme pour beaucoup d'UFR d'autres fédérations CGT : la continuité syndicale ne se fait pas de façon satisfaisante. A cela diverses raisons, telles que le manque de résultats positifs de nos actions revendicatives, la diminution du nombre de salariés dans nos industries, peut-être aussi la réelle prise en compte par les actifs des revendications des retraités, en se sentant suffisamment concernés par leurs problèmes.

Nous avons, avec la Fédération, pris diverses mesures pour essayer d'inverser cette courbe très dommageable. Ainsi, tout récemment, s'est tenue une journée d'étude « Demain la Retraite », destinée à informer, par ceux qui la vivent, les futurs retraités de ce qu'est la retraite, de ce à quoi ils peuvent s'attendre. Un volet est consacré à la continuité syndicale : les participants ont semblé convaincus de sa nécessité, pour eux-mêmes et pour la CGT.

- ☛ **LA SYNDICALISATION DES RETRAITÉS EST UN ENJEU MAJEUR.**
- ☛ **DANS LES MOIS ET ANNÉES À VENIR, DES MILLIERS DE SYNDIQUÉS CGT VONT PARTIR EN RETRAITE.**



La vie des sections

○ Compte rendu AG retraités Roussillon 10 mars 2015 - par Michel Ducasse (membre du secrétariat de l'UFR)

En l'absence du Secrétaire Général, Alain Issartel, pour problèmes de santé, le rapport introductif a été effectué par Angeline Garcia.

Ensuite le débat a porté en particulier sur le poids de la crise économique, la situation de la Grèce, les peuples qui se révoltent en Espagne, en Italie et au Portugal malgré la répression policière, les actions que nous devons impérativement mener et le renforcement.

Il a été soulevé avec force qu'il nous fallait être résolument offensifs, autour d'un projet crédible porteur d'espoir.

Quant au renforcement il est incontournable pour enrayer l'érosion du nombre de syndiqués.

En 2014 la section compte 614 adhérents (656 en 2013) dont 67 % pour notre fédération. A ce jour 8 adhésions ont été réalisées et un engagement a été pris par les participants de l'AG à atteindre la cinquantaine d'ici la fin de l'année.

En attendant qu'Alain se rétablisse, le congrès pour statuer du passage de section à un syndicat de retraités a été reporté.

Enfin, pour permettre aux camarades qui souhaitent poser des questions mais qui n'osent pas le faire oralement, ils ont eu la possibilité de le faire par écrit sur une feuille prévue à cet effet.

L'UFR remercie chaleureusement l'ensemble des participants à l'AG pour l'accueil fraternel fait à son secrétaire, qui a eu grand plaisir à assister à cette réunion et au débat.